

PLAN DE PRÉVENTION

01/2026



Qu'est-ce qu'un plan de prévention ?

C'est un document dans lequel sont notifiées les mesures de coordination générales prises pour prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités d'une entreprise extérieure (EE) et celles de l'établissement (EU). Le plan de prévention définit le rôle de chacun des intervenants ainsi que les moyens mis à disposition. Une visite préalable commune du site ou du chantier doit être réalisée pour apprécier au mieux les situations à risque.

Qui rédige ce plan de prévention ?

Il incombe à l'établissement, de remplir ce document en concertation avec le chef de l'entreprise extérieure.

Quand doit-on rédiger ce plan de prévention ?


Le plan de prévention est obligatoire dès lors qu'il y a des travaux dangereux (arrêté du 19 mars 1993) ou que la durée des opérations à effectuer est supérieure ou égale à 400 heures par an (que les travaux soient continus ou discontinus).

Où peut-on consulter ce plan de prévention ?

Ce document reste à disposition sur le chantier ou sur le lieu de travail après avoir été complété par les entités (établissement et entreprise extérieure). Il peut être consulté par l'inspection du travail, le médecin de prévention, l'assistant de prévention, les membres du CHSCT et les agents.

Que contient ce plan de prévention ?

Le plan de prévention comprend toutes les indications et informations utiles en matière de prévention pour l'intervention d'une entreprise extérieure dans la collectivité ou l'établissement concerné.

<p align="center">MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR</p> <p align="center">PRÉFECTURE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON</p> <p align="center">PLAN DE PRÉVENTION - N° 01-2026</p>	
--	---

RÉFÉRENCES :

- Code du travail : Partie réglementaire nouvelle, Quatrième partie, Livre V, Titre 1er, Section 3.
- Arrêté du 19 Mars 1993, définissant la liste des travaux considérés comme dangereux.

1 – PARTIE ADMINISTRATIVE
<p align="center">Travaux de fourniture et mise en place d'un IPE ou Buton bois pour renforcer le plancher bas des combles du bâtiment dit « Ravitaillement/Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon »</p>

A – Administration permettant l'accès au terrain
<p>Raison sociale : Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon</p> <p>Adresse : Place du Lieutenant-Colonel-Pigeaud – BP 4200 – 97500 Saint-Pierre</p> <p>Téléphone / Fax : Téléphone : 41 10 10 – Fax : 41 27 12</p> <p>Courriel : courrier@spm975.gouv.fr</p> <p>Responsable du suivi du chantier : Mr Stéphane de LARMINAT</p> <p>Fonction / Service : Préfecture Moyens généraux, assistant de prévention</p> <p>Téléphone / Fax : Téléphone : 41 10 13 / Fax : 41 28 11</p> <p>Courriel : Stéphane.de-larminat@spm975.gouv.fr / moyens-logistique@spm975.gouv.fr</p>

B – ENTREPRISE EXTÉRIEURE
<p>Raison sociale :</p> <p>Adresse :</p> <p>Téléphone :</p> <p>Courriel :</p> <p>Responsable :</p> <p>Fonction :</p> <p>Téléphone :</p> <p>Courriel :</p>

<p>Nombre de sous-traitants :</p>	<p><input type="checkbox"/> Aucun</p> <p><input type="checkbox"/> 1</p> <p><input type="checkbox"/> 2</p>	<p><input type="checkbox"/> 3</p> <p><input type="checkbox"/> 4</p>
-----------------------------------	---	---

Premier sous-traitant
<p>Raison sociale :</p> <p>Adresse :</p> <p>Téléphone / Fax :</p> <p>Nom du chef d'entreprise :</p> <p>Téléphone / Fax :</p> <p>Courriel :</p> <p>Nature des travaux :</p> <p>Début des travaux :</p> <p>Fin des travaux :</p> <p>Nombre de personnes sur le site :</p> <p>Mesures de prévention particulières autres que celles mentionnées dans le présent plan de prévention :</p>

Second sous-traitant
<p>Raison sociale :</p> <p>Adresse :</p> <p>Téléphone / Fax :</p> <p>Nom du chef d'entreprise :</p> <p>Téléphone / Fax :</p> <p>Courriel :</p> <p>Nature des travaux :</p> <p>Début des travaux :</p> <p>Fin des travaux :</p> <p>Nombre de personnes sur le site :</p> <p>Mesures de prévention particulières autres que celles mentionnées dans le présent plan de prévention :</p>

2 – INFORMATIONS PRÉALABLES

A – INSPECTION COMMUNE PRÉALABLE

Participant	Organisme / Fonction	Contact	Signature
Stéphane de LARMINAT	Préfecture DRHM Assistant de prévention	Tél. : 41 10 13 Courriel : stephane.de-larminat@spm975.gouv.fr	
		Tél. : Courriel :	
		Tél. : Courriel :	
		Tél. : Courriel :	

B – ORGANISATION DES PREMIERS SECOURS EN CAS D'URGENCE

Contact

Hôpital :	41 14 00
Service des urgences :	15
Pompiers :	18
Police :	17
Autre (préciser)	EDF : 41 04 10 - Service des eaux : 41 41 76

Indications complémentaires

En cas d'accident, l'entreprise s'engage à informer sans délai le chef de l'organisme utilisateur en appelant le numéro de téléphone suivant : 41 10 10 / 55 10 39

C – DOCUMENTS REMIS À L'ENTREPRISE EXTÉRIEURE

Document	Observations
Cf lettre de consultation Pref975-2026-01-structure	

D – SURVEILLANCE MÉDICALE RENFORCÉE (SMR) – *document fourni par l'entreprise extérieure*

Employé (nom - prénom)	Poste (cf liste)

Liste des postes relevant de la surveillance médicale renforcée (SMR)
Exposition à des agents cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (CMR)
Exposition au plomb et à ses composés
Exposition à des poussières d'amiante
Travail en milieu hyperbare
Travaux exposant à un niveau de bruit supérieur à 85 décibels
Exposition aux rayonnements ionisants
Travailleurs handicapés
Femmes enceintes
Jeunes de moins de 18 ans
Travaux exposant aux poussières de bois
Emploi d'outils pneumatiques à main transmettant des vibrations
Application des peintures et vernis par pulvérisation
Exposition à des agents biologiques
Travail de nuit – Non concerné par la SMR définie à l'article R 4624-18 mais inscrit dans la liste des facteurs de pénibilité

3 – OPÉRATIONS

A – CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Nature des travaux à effectuer :	Travaux de fourniture et mise en place d'un IPE ou Buton bois pour renforcer le plancher bas des combles du bâtiment dit « Ravitaillement/Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon »		
Début l'opération :			
Horaires quotidiens de l'opération :	A définir à la notification du marché :		
Durée totale de l'opération :	Estimée à	jours	

B – BÂTIMENTS CONCERNÉS PAR L'OPÉRATION

Bâtiment	Travaux à effectuer	Effectifs concernés
Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon place du lieutenant colonel PIGEAUD. 97 500 Saint-Pierre et Miquelon	Renforcer le plancher bas des combles du bâtiment dit « Ravitaillement/Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon »	

C – CONTRAINTES ÉVENTUELLES GÉNÉRÉES

Bâtiment	Contrainte	Mesure envisagée
Bâtiments de la Préfecture	Site occupé par des agents	<ul style="list-style-type: none"> - Signalisation et interdiction des zones de chantier. - Communication d'un planning d'intervention (Manière d'opérer - délai d'intervention). - Envisager des jours et heures d'intervention en dehors des périodes d'occupations - Protection contre les chutes et projections d'objets et matériaux - Nettoyage du site après intervention.

Travaux	Mesures préventives
<p><u>Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Signalisation de la zone de travaux avec interdiction d'y circuler pour les personnes étrangères au chantier. - Utilisation, par des personnes formées et ne faisant pas l'objet de contre indication médicale, d'échafaudages. - Port des équipements de protection individuelle (Chaussures de sécurité, casques, gants, lunettes etc.). <p><u>Références code du travail :</u></p> <p><u>Respect des dispositions des Articles R4323 -58 à R4323-110 du code du travail et particulièrement des articles :</u></p> <p><u>Article R 4323-58 :</u> Les travaux temporaires en hauteur sont réalisés à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs. Le poste de travail est tel qu'il permet l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques.</p> <p><u>Article R 4323-59 :</u> La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée : 1° Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : a) Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; b) Une main courante ; c) Une lisse intermédiaire à mi-hauteur ; 2° Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.</p> <p><u>Article R 4323-60 :</u> Lorsque les dispositions de l'article R. 4323-59 ne peuvent être mises en œuvre, des dispositifs de recueil souples sont installés et positionnés de manière à permettre d'éviter une chute de plus de trois mètres.</p> <p><u>Article R 4323-61 :</u> Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre à partir d'un plan de travail, la protection individuelle des travailleurs est assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant dans les mêmes conditions les effets d'une</p>

chute de plus grande hauteur.
Lorsqu'il est fait usage d'un tel équipement de protection individuelle, un travailleur ne doit jamais rester seul, afin de pouvoir être secouru dans un délai compatible avec la préservation de sa santé.
L'employeur précise dans une notice les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage et les modalités d'utilisation de l'équipement de protection individuelle.

Article 4323-63 :

Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail.
Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

Article 4323-69 :

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

Le contenu de cette formation est précisé aux articles [R. 4141-13](#) et [R. 4141-17](#). Il comporte, notamment :

- 1° La compréhension du plan de montage, de démontage ou de transformation de l'échafaudage ;
- 2° La sécurité lors du montage, du démontage ou de la transformation de l'échafaudage ;
- 3° Les mesures de prévention des risques de chute de personnes ou d'objets ;
- 4° Les mesures de sécurité en cas de changement des conditions météorologiques qui pourrait être préjudiciable aux personnes en affectant la sécurité de l'échafaudage ;
- 5° Les conditions en matière d'efforts de structure admissibles ;
- 6° Tout autre risque que les opérations de montage, de démontage et de transformation précitées peuvent comporter.

Cette formation est renouvelée dans les conditions prévues à l'article [R. 4323-3](#).

Article 4323-71 :

Une protection appropriée contre le risque de chute de hauteur et le risque de chute d'objet est assurée avant l'accès à tout niveau d'un échafaudage lors de son montage, de son démontage ou de sa transformation.

Article 4323-72 :

Les matériaux constitutifs des éléments d'un échafaudage sont d'une solidité et d'une résistance appropriées à leur emploi.

	<p>Les assemblages sont réalisés de manière sûre, à l'aide d'éléments compatibles d'une même origine et dans les conditions pour lesquelles ils ont été testés.</p> <p>Ces éléments font l'objet d'une vérification de leur bon état de conservation avant toute opération de montage d'un échafaudage.</p> <p>Article R4534-73 :</p> <p>La stabilité de l'échafaudage doit être assurée.</p> <p>Tout échafaudage est construit et installé de manière à empêcher, en cours d'utilisation, le déplacement d'une quelconque de ses parties constituantes par rapport à l'ensemble.</p>
<p><u>Travail en co-activité</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Signalisation de la zone de travaux avec interdiction d'y circuler pour les personnes étrangères au chantier (Zone de protection contre les chutes d'objets et de matériaux). - Port des équipements de protection individuelle (Chaussures de sécurité, casques, gants etc.) : Casque obligatoire sur site de la Préfecture. - Transmission d'un planning d'intervention en vue de déplacer les agents ou d'intervenir en dehors des heures d'occupation des locaux. <p><u>Respect des dispositions des Articles R4511-1 à R4515-11 du code du travail et particulièrement des articles :</u></p> <p><u>Article R 4511-4 :</u></p> <p>On entend par opération, au sens du présent titre, les travaux ou prestations de services réalisés par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif.</p> <p><u>Article R 4511-5 :</u></p> <p>Le chef de l'entreprise utilisatrice assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des chefs des entreprises extérieures intervenant dans son établissement.</p> <p><u>Article R4511-6 :</u></p> <p>Chaque chef d'entreprise est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection des travailleurs qu'il emploie.</p> <p><u>Article R4511-7 :</u></p> <p>La coordination générale des mesures de prévention a pour objet de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu de travail.</p>

Article R4511-8 :

Au titre de la coordination générale des mesures de prévention, le chef de l'entreprise utilisatrice alerte le chef de l'entreprise extérieure intéressée lorsqu'il est informé d'un danger grave concernant un des travailleurs de cette entreprise, même s'il estime que la cause du danger est exclusivement le fait de cette entreprise, afin que les mesures de prévention nécessaires puissent être prises par l'employeur intéressé.

Article R4511-10 :

En outre, il demande au propriétaire de l'établissement les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles [R. 1334-29-4](#) à [R. 1334-29-6](#) du code de la santé publique et à l'article [R. 111-45](#) du code de la construction et de l'habitation ou, le cas échéant, le rapport de repérage de l'amiante prévu à l'article [R. 4412-97-5](#) du présent code. Il communique ces documents au chef de l'entreprise extérieure intervenant dans l'établissement.

Les chefs des entreprises extérieures font connaître par écrit à l'entreprise utilisatrice :

- 1° La date de leur arrivée et la durée prévisible de leur intervention ;
- 2° Le nombre prévisible de travailleurs affectés ;
- 3° Le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- 4° Les noms et références de leurs sous-traitants, le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des travaux dévolus à ceux-ci ;
- 5° L'identification des travaux sous-traités.

Article R4512-2 :

Il est procédé, préalablement à l'exécution de l'opération réalisée par une entreprise extérieure, à une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition des entreprises extérieures.

Article R4512-3 :

Au cours de l'inspection commune préalable, le chef de l'entreprise utilisatrice :

- 1° Délimite le secteur de l'intervention des entreprises extérieures ;
- 2° Matérialise les zones de ce secteur qui peuvent présenter des dangers pour les travailleurs ;
- 3° Indique les voies de circulation que pourront emprunter ces travailleurs ainsi que les véhicules et engins de toute nature appartenant aux entreprises extérieures ;
- 4° Définit les voies d'accès de ces travailleurs aux

	<p>locaux et installations à l'usage des entreprises extérieures prévus à l'article R. 4513-8.</p> <p><u>Article R4512-4 :</u> Le chef de l'entreprise utilisatrice communique aux chefs des entreprises extérieures ses consignes de sécurité applicables aux travailleurs chargés d'exécuter l'opération, y compris durant leurs déplacements.</p> <p><u>Article R4512-5 :</u> Les employeurs se communiquent toutes informations nécessaires à la prévention des risques, notamment la description des travaux à accomplir, des matériels utilisés et des modes opératoires dès lors qu'ils ont une incidence sur la santé et la sécurité.</p> <p><u>Article R4512-6 :</u> Au vu des informations et éléments recueillis au cours de l'inspection commune préalable, les chefs des entreprises utilisatrice et extérieures procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels. Lorsque ces risques existent, les employeurs arrêtent d'un commun accord, avant le début des travaux, un plan de prévention définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques.</p> <p><u>Article R4512-6 :</u> Le plan de prévention est établi par écrit et arrêté avant le commencement des travaux dans les deux cas suivants : 1° Dès lors que l'opération à réaliser par les entreprises extérieures, y compris les entreprises sous-traitantes auxquelles elles peuvent faire appel, représente un nombre total d'heures de travail prévisible égal au moins à 400 heures sur une période inférieure ou égale à douze mois, que les travaux soient continus ou discontinus. Il en est de même dès lors qu'il apparaît, en cours d'exécution des travaux, que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures ; 2° Quelle que soit la durée prévisible de l'opération, lorsque les travaux à accomplir sont au nombre des travaux dangereux figurant sur une liste fixée, respectivement, par arrêté du ministre chargé du travail et par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.</p>
--	--

E – RISQUES D'INTERFÉRENCE ET MESURES DE PRÉVENTION

Type de risque	Risque identifié	Mesure préventives
Chute de hauteur	Travaux exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, chute d'objet, stockage en hauteur.	<p>Plate-forme de travail conforme à la législation en vigueur.</p> <p>Les interventions en hauteur doivent être effectuées par des personnes aptes médicalement et ayant reçu</p>

		<p>une formation adéquate et spécifique à l'usage des échafaudages (Art. R. 4323-69).</p> <p>Balises de la zone d'intervention (Mise en place de cônes de signalisation de chantier).</p> <p>Port de casque.</p> <p>Interdiction de la zone de travaux à toutes personnes étrangère.</p>
Chute de plain-pied	Chute de personne	<p>Prévoir une zone de stockage (aucun stockage ne sera autorisé en dehors de cette zone).</p> <p>Zones de travail et de stockage tenues propres et ordonnées.</p> <p>S'assurer qu'aucun obstacle technique n'entrave la circulation (câbles électriques...).</p>
Circulation	Stationnement Gêne de la circulation	Prévoir un emplacement de stationnement n'entravant pas la circulation des véhicules.
Manutention manuelle	Chargement et déchargement des véhicules Chute de matériels	<p>Déchargement du matériel dans la zone prévue.</p> <p>Personnel formé aux gestes et postures de travail.</p>
Risque mécanique	Opération de maintenance sur organe ou appareil en mouvement Projection - éclats	<p>Condamnation des appareils par coupure d'alimentation ou source d'énergie par une personne habilitée.</p> <p>Port des EPI.</p>
Risque électrique	Outils portatifs	<p>Utilisation d'outillage normalisé et contrôlé selon la législation en vigueur.</p> <p>Ne pas exposer les appareils à la pluie s'ils ne possèdent pas au moins un degré de protection IPX4 (appareils protégés contre les projections de l'eau de toutes directions). Les machines de classe II ne possèdent pas en général ce degré de protection.</p> <p>Les câbles et prolongateurs ne devront pas devenir des éléments à risques, les intervenants devront veiller à organiser leur parcours de façon ordonnée (le long des murs et cloisons) et à ramener derrière eux les câbles qu'ils auront déroulés.</p> <p>Vérifier la compatibilité entre les puissances demandées, les puissances disponibles et la compatibilité des raccordements.</p>
Nuisances sonores	Agression auditive	Respecter les consignes de port des EPI.
Travail isolé	Blessures du personnel	Privilégier les actions en binôme.

4 – RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRISE INTERVENANTE

A – MATÉRIEL, ÉQUIPEMENTS UTILISÉS ET FORMATIONS

Type d'équipement	Liste exhaustive
Connaissances générales et utilisation des extincteurs	
Habilitations diverses du personnel	
Équipements de protection individuelle	Gants, Casques anti-bruit, chaussures de sécurité, lunettes.

B – EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

Interdiction de déverser les éventuels rejets générés par l'opération dans les égouts sans informer le donneur d'ordre de la nature de ces rejets.

L'abandon de déchets, le brûlage à l'air libre, le mélange de déchets nécessitant un traitement particulier sont prohibés.

Le stockage des matériels ou produits susceptibles de nuire à l'environnement sera assuré de sorte que toute fuite puisse être contenue. Tout stockage de produits dangereux sur le site sera déclaré au chef de l'établissement.

C – DOCUMENTS FOURNIS PAR L'ENTREPRISE EXTÉRIEURE

Document	Observations
Planning et mesures mise en œuvre pour la sécurité des agents de la Préfecture	

5 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES, AVIS EVENTUEL DU CHSCT

--

6 – INSPECTION PERIODIQUE

Date	Dérive/plan	Mesures correctives
Date	Nouveaux risques	Mesures de prévention

7 – SIGNATURES DES RESPONSABLES DE L'OPÉRATION

Responsable	Signature
Entreprise Utilisatrice : M. le Préfet	Date :
Entreprise Intervenante : M.	Date :
Chargé de prévention : M. Stéphane de LARMINAT	Date :

Destinataires du présent plan :

- Préfet : M. Marc DIDIO
- Secrétaire Général : Mme Marianne-Frédérique PUSSIAU
- Responsable RH : Mme. Morgane TANGUY
- Chargé de prévention : M. Stéphane de LARMINAT
- Entreprise intervenante :

A) Travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention conformément à l'arrêté du 19 mars 1993 (JO du 27 mars 1993, p. 4977) :

1. Travaux exposant à des rayonnements ionisants.
2. Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens des articles [R. 4411-2 à R4411-6](#) du code du travail.
3. Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes.
4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
5. Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues aux articles [R4323-23 à R4324-27](#), [R4535-7](#) et [R4721-11](#) du code du travail, ainsi que les équipements suivants :
 - véhicules à benne basculante ou cabine basculante ;
 - machines à cylindre ;
 - machines présentant les risques définis aux articles [R4324-18 à R4324-20](#) du code du travail.
6. Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures.
7. Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température.
8. Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transtockeurs.
9. Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.
10. Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la T. B. T.
11. Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article [R. 4323-17](#) du code du travail.
12. Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
13. Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.
14. Travaux exposant à des risques de noyade.
15. Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.
16. Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article [R. 4534-103](#) du code du travail.
17. Travaux de démolition.
18. Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée.
19. Travaux en milieu hyperbare.
20. Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A selon la norme NF EN 60825 ;
21. Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un permis de feu.

B) En complément à la liste mentionnée ci-dessus, l'organisme utilisateur peut décider que certains travaux à effectuer sont classés comme « dangereux ».